

COMPTE RENDU DE LA VINGTIÈME SESSION DU COMITÉ DES FORÊTS DE LA FAO: 4-8 OCTOBRE 2010

La vingtième session du Comité des forêts (COFO 2010) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est tenue au siège de la FAO à Rome, du 4 au 8 octobre 2010. La réunion a rassemblé 770 participants représentant des États membres du COFO, notamment des responsables de départements forestiers, des agences des Nations Unies, et des organisations intergouvernementales et non-gouvernementales. Au cours des sessions plénières qui se sont tenues pendant la semaine, les participants ont débattu des questions suivantes: l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA); les forêts, la biodiversité et l'eau dans le contexte du changement climatique; les possibilités et les défis émergents dans les domaines de la finance et de la gouvernance forestières; les priorités du programme de la FAO dans le domaine des forêts; la communication sur le rôle des forêts dans le développement durable et la préparation de l'Année internationale des forêts 2011 (AIF); ainsi que la préparation du XIVème Congrès forestier mondial.

La COFO 2010 a adopté un rapport final dans lequel, entre autres: elle recommande que la prochaine FRA soit préparée pour 2015; elle demande à la FAO d'appuyer les efforts nationaux visant à renforcer le soutien financier pour la gestion durable des forêts (GDF); elle demande à la FAO d'aider les pays à évaluer la contribution que peuvent apporter les forêts dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets; et elle demande à la FAO d'identifier plus clairement les domaines d'intervention prioritaires et de travailler dans ceux dans lesquels l'Organisation a un avantage comparatif.

Parallèlement à la réunion, de nombreux événements spéciaux se sont tenus pendant la semaine dans le cadre de la deuxième « Semaine mondiale des forêts ». Ces événements ont donné lieu à des débats en panel portant notamment sur: les standards phytosanitaires; les avancées dans le domaine de la finance forestière; le lien entre dialogue politique et mise en œuvre; la gouvernance forestière; la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi que le rôle de la

conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier (REDD-plus); et l'initiative Growing Forest Partnerships.

La COFO 2010 a eu lieu à un moment où les forêts du monde reçoivent plus d'attention que jamais. Nombreux sont ceux qui diront que cette attention arrive bien trop tard, compte tenu du fait que 13 millions d'hectares de forêts – à peu près la taille de la Grèce – disparaissent chaque année. Une des contributions majeures de la COFO 2010 a été l'appel lancé pour adopter une approche intersectorielle pour s'attaquer aux problèmes auxquels les forêts font face, et une vision à « 360 degrés » qui tienne compte des nombreux services et fonctions fournis par les forêts.

BREF HISTORIQUE DU COFO

Le COFO est l'Organe forestier statutaire le plus important de la FAO, qui englobe également les Commissions régionales des forêts, le Comité consultatif sur le papier et les produits dérivés du bois, le Comité sur les questions de la foresterie méditerranéenne (Silva Mediterranea), la Commission internationale sur les peupliers, et le Groupe d'experts sur les ressources génétiques forestières. Les sessions biennales du COFO, qui se tiennent au siège de la FAO à Rome, réunissent

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique du COFO.....	1
Compte Rendu de la COFO 2010.....	2
Séance Plénière du COFO.....	2
Semaine Mondiale des Forêts.....	8
Plénière de Clôture.....	13
Brève Analyse de la COFO 2010.....	14
Réunions à Venir.....	16
Glossaire.....	17

les chefs des services forestiers et autres hauts responsables gouvernementaux en vue d'identifier les nouvelles politiques et les questions techniques, de chercher des solutions et de conseiller la FAO et d'autres parties prenantes sur les mesures appropriées à prendre. Cela passe par: des examens périodiques des problèmes de foresterie à l'échelle internationale et l'évaluation de ces problèmes; l'examen des programmes de travail de la FAO dans le domaine des forêts et de leur mise en œuvre; la fourniture de conseil au Directeur général de la FAO sur les programmes de travail futurs de l'Organisation en matière de foresterie et leur mise en œuvre; la conduite d'examens et la formulation de recommandations concernant des questions particulières ayant trait aux forêts qui lui sont soumises par le Conseil de la FAO, le Directeur général ou des États membres; et la préparation des rapports destinés au Conseil de la FAO. L'adhésion au COFO est ouverte à tous les États membres de la FAO souhaitant participer à ses travaux.

COFO-14: Les discussions de la 14^{ème} session du COFO (COFO-14) en 1999 ont porté sur les travaux du Forum intergouvernemental sur les forêts de la Commission du développement durable, sur la situation mondiale du secteur forestier, et sur les défis à relever, aux plans nationaux et internationaux, dans le domaine des politiques forestières en faveur de la durabilité. La COFO-14 s'est également penchée sur les programmes de la FAO dans le secteur de la foresterie, et sur son Cadre stratégique (2000-2015) et ses implications à moyen terme pour le programme forestier.

COFO-15: En 2001, la COFO-15 s'est focalisée sur la gestion de l'information et des données forestières, les critères et indicateurs de développement durable de tous les types de forêts, et les implications de la certification et du commerce sur la GDF. Les participants se sont également penchés sur les programmes forestiers de la FAO, y compris les conclusions de FRA 2000, le Plan à moyen terme 2002-2007, les propositions en faveur d'une FRA mondiale, et les principales questions relatives aux forêts, posées dans le cadre du changement climatique et du Protocole de Kyoto.

COFO-16: La COFO-16 s'est tenue en mars 2003 et a porté sur l'examen des questions suivantes: les forêts et l'eau douce; les programmes forestiers nationaux en tant que mécanismes de mise en œuvre des résultats principaux du Sommet mondial de l'alimentation et du Sommet mondial pour le développement durable; l'examen des programmes de la FAO; et le processus de planification à moyen terme de la FAO, en particulier dans les domaines des forêts, de la pauvreté et de la sécurité alimentaire, de la gouvernance forestière et de la biodiversité forestière.

COFO-17: La COFO-17 s'est tenue en mars 2005 et a examiné les questions suivantes: le rapport Situation des forêts du monde 2005; les FRA; les besoins et les opportunités de la coopération internationale en matière de préparation aux feux de forêts; le rôle des forêts dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, et le Congrès forestier mondial. La Réunion ministérielle sur les forêts s'est déroulée en marge de la COFO-17. Les Ministres se sont penchés sur les questions relatives à la coopération internationale dans le domaine de la gestion des feux de forêts et au maintien de l'engagement en faveur de la GDF, et ils ont adopté une Déclaration ministérielle.

COFO-18: La COFO-18 s'est tenue en mars 2007 et a examiné les questions suivantes: le rapport Situation des forêts du monde 2007; les forêts et l'énergie; la protection des forêts; la foresterie au service du niveau local; les progrès vers une GDF; l'élaboration d'un programme d'action pour la FAO dans le domaine de la foresterie; les décisions et recommandations des organes de la FAO; et le XIII^{ème} Congrès forestier mondial (CFM XIII).

COFO-19: La COFO-19 s'est tenue en mars 2009 et a porté sur l'examen des questions suivantes: la Stratégie de la FAO pour les forêts et la foresterie; le Cadre stratégique pour les forêts et le changement climatique du Partenariat de collaboration sur les forêts et les thèmes reliés, y compris la GDF et le changement climatique; les ressources génétiques forestières; la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts; l'accès au financement; l'impact de la récente crise économique sur le secteur forestier; et la préparation du CFM XIII. La COFO-19 a adopté un rapport final dans lequel, notamment, le Comité exhorte les États membres à débattre activement des réactions nationales et internationales du secteur forestier au changement climatique; il recommande à la FAO, en collaboration avec d'autres organisations, de renforcer la capacité des États membres à mettre en œuvre la GDF; et il recommande à la FAO de préparer un rapport sur l'État des ressources génétiques forestières mondiales pour 2013.

COMPTE RENDU DE LA COFO 2010

Le lundi 4 octobre, Eduardo Rojas-Briales, Sous-directeur général et chef du Département des forêts de la FAO, a ouvert la COFO 2010. Rojas-Briales a suggéré que les forêts sont un puits de carbone gérable et qu'elles peuvent contribuer de façon essentielle à la compensation des émissions de carbone. Il a ajouté que la démarche Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi que le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts, et du renforcement des stocks de carbone forestier (REDD-plus) est bienvenue, mais que pour durer elle doit intégrer les questions telles que la biodiversité, le développement rural, et le régime foncier, et garantir que les ressources atteignent le terrain. Relevant que les politiques forestières et la gestion des forêts n'atteindront leurs objectifs que si elles reposent sur une base scientifique solide, il a appuyé la création d'un panel consultatif sur la connaissance des forêts.

La séance plénière a ensuite procédé à l'adoption de l'ordre du jour provisoire (COFO 2010/2) sans amendement. Les responsables ci-après du COFO ont été désignés et élus par acclamation: Anders Lönnblad (Suède), Président; Donatien N'Zala (République du Congo), premier Vice-président; et Karma Dukpa (Bhoutan), Josué Morales (Guatemala), Ahmed Ridha Kekih Salem (Tunisie) et Jim Farrell (Canada), co-Vice-présidents. En outre, les délégués ont élu les membres du Comité de rédaction, chaque région nominant trois pays pour participer à ce comité.

SÉANCE PLÉNIÈRE DU COFO

ÉVALUATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES MONDIALES: LA VOIE À SUIVRE: Le lundi, Mette Wilkie, de la FAO, a présenté l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010 (FRA) (COFO 2010/4), relevant qu'il s'agissait de l'évaluation la plus exhaustive de ce type, impliquant plus de

900 experts originaires de 178 pays, pour un coût de 25 millions de \$US. Elle a averti que la qualité des données fournies par de nombreux pays reste pauvre à cause du manque de capacité, et elle a noté les difficultés que pose l'évaluation de la dégradation des forêts. Elle a suggéré que les variables clés devraient être accessibles en continu, au lieu de tous les cinq ans, et que la télédétection joue un rôle de plus en plus important.

Au cours du débat qui a suivi, plusieurs pays ont fait des déclarations sur l'exhaustivité et l'utilité de FRA 2010. L'Union européenne (UE) a noté que bien que la bonne gouvernance soit un préalable à la gestion durable des forêts (GDF), le concept n'est pas suffisamment bien défini pour conduire une évaluation à un niveau mondial. Elle a averti que l'augmentation de la fréquence des rapports serait coûteuse, et elle a demandé instamment à ce que l'accent soit mis sur l'amélioration de la qualité des rapports actuels. Le Canada a invité la FAO à se concentrer sur les forêts et non sur les arbres hors forêt. L'Éthiopie a préconisé de réévaluer les définitions actuelles du terme « forêt », et l'Angola a appelé à uniformiser les définitions.

La République de Corée a recommandé à la FAO d'étudier la possibilité de réviser et définir clairement les variables et d'en ajouter de nouvelles pour la prochaine évaluation. La Norvège a demandé instamment que la priorité soit donnée à l'information sur les taux de déforestation, les stocks de carbone, et les sols, et à la poursuite de la rationalisation des rapports sur les forêts. Le Maroc a noté que les coûts élevés freinent l'utilisation de la télédétection, mais que cela peut être dépassé en unissant les efforts.

Revenant sur les interventions des délégués, Rojas-Briales a souligné le besoin de rationaliser la production de rapports dans les régions où d'autres processus existent, et d'intégrer la télédétection et les méthodes traditionnelles de FRA.

LA BIODIVERSITÉ DES FORÊTS, LES FEUX ET L'EAU DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE: Ce point figurant à l'ordre du jour a été couvert le lundi et le mardi. La biodiversité a fait l'objet de discussions en plénière le lundi; et les feux et l'eau ont été abordés le mardi dans le cadre de sessions plénières parallèles, qui rendaient compte de leurs travaux à une session plénière commune le même jour.

La biodiversité des forêts: Oudara Souvannavong, de la FAO, a présenté un rapport sur la biodiversité des forêts dans le contexte du changement climatique (COFO 2010/5.1), soulignant l'importance que revêt la biodiversité des forêts pour leur fonctionnement et leur aptitude à s'adapter au changement climatique. Il a relevé les impacts de la déforestation et de la dégradation des forêts sur la biodiversité des forêts, et il a noté que la GDF fait face à des contraintes pour lutter contre ces derniers. Il a déclaré que bien que l'étendue mondiale des forêts primaires décline, le nombre d'aires protégées augmente.

Tony Simmons, du Centre mondial de l'agroforesterie, a facilité la discussion du panel qui a suivi, notant que les forêts sont fondamentales pour l'habitabilité de notre planète.

Donatien N'Zala, Directeur général de l'économie forestière, de la République du Congo, a décrit les efforts déployés par son pays pour faire le suivi de la biodiversité et promouvoir son utilisation durable, notant que de nombreuses menaces perdurent. Il a déclaré que 12 millions d'hectares de forêts sur un total de

20 millions sont affectés à la production de bois, et il a noté qu'il fallait des capacités additionnelles pour en assurer la gestion durable.

Souhaitant qu'une restauration à grande échelle des forêts et de leur biodiversité ait lieu, Tim Rollinson, de la Commission sur les forêts du Royaume-Uni, a appelé à adopter une approche holistique de la gestion durable des forêts qui évite de séparer cette question dans les sous-thèmes suivants: la biodiversité, le changement climatique et les forêts.

Sarath Fernando, Conservateur général des Forêts, du Sri Lanka, a fait une présentation sur la législation de son pays et les activités *in situ* et *ex situ* de protection des forêts et des ressources génétiques forestières. Il a souligné les activités de conservation *ex situ*, notant la limitation des ressources humaines et financières, et il a appelé à l'accroissement de l'éducation, de la formation, et de la coopération régionale.

Au cours du débat qui a suivi, l'UE a souligné que l'approche axée sur l'écosystème est une part importante de la GDF, elle a invité la FAO à soutenir la mise en œuvre, au niveau national, des accords internationaux, et elle a appelé à améliorer les indicateurs de biodiversité dans la FRA.

Le Brésil s'est félicité du rapport sur l'État des ressources génétiques forestières mondiales, en suggérant qu'il sera un document technique plutôt que normatif. La représentante a fait part de sa déception que ce rapport ne fasse pas référence à l'accès et au partage des bénéfices. Notant que la GDF et la protection de la biodiversité ne sont pas en totale contradiction, la Suisse a appuyé une coopération forte entre, d'un côté, le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), la FAO et d'autres organisations forestières et, d'un autre côté, la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Le Japon a déclaré que les aires protégées, une bonne gestion des forêts en dehors des aires protégées, et une gestion durable des forêts plantées jouent toutes un rôle crucial dans la conservation de la biodiversité. La République du Congo a appelé à une coordination entre les conventions ayant trait à la biodiversité.

Revenant sur les interventions des pays, Souvannavong a noté leur soutien en faveur: des efforts déployés par la FAO pour aider les pays à protéger leur biodiversité et à réunir l'information nécessaire à l'élaboration de stratégies nationales pour l'atténuation, l'adaptation et la gestion des forêts; et de l'amélioration de la qualité des données collectées plutôt que l'augmentation du nombre d'indicateurs pour évaluer la biodiversité.

Les feux de forêts et la santé des forêts: Gillian Allard, de la FAO, a présenté un guide sur les pratiques forestières pour lutter contre les ravageurs. José-Antonio Prado, de la FAO, a présenté la note du Secrétariat sur les feux de forêts (COFO 2010/5.2), et il a suggéré que le COFO souhaiterait peut-être encourager les pays à, entre autres, reconnaître l'importance des feux dans les programmes REDD-plus, et demander à la FAO d'actualiser ses directives sur la lutte contre les feux à la lumière de REDD-plus. Jim Carle, de la FAO, a présenté une nouvelle approche pour lutter contre les feux géants, notamment en augmentant les efforts d'atténuation par le biais d'une gestion des terres active comme la réduction des combustibles et le brûlage contrôlé dans les zones à risque élevé.

Les panélistes se sont penchés sur les stratégies de lutte contre les incendies dans leurs pays respectifs. Tom Tidwell, du Service des forêts des É.-U., a déclaré que la stratégie des É.-U. vise à restaurer la résilience des écosystèmes et des forêts à l'échelle des paysages et à bâtir des communautés humaines adaptées aux feux. João Rocha Pinho, Directeur national de la gestion des forêts, du Portugal, a décrit les problèmes que pose la gestion stratégique du combustible forestier dans les systèmes sociaux et agricoles actuels, compte tenu du système de propriété foncière composé majoritairement de petits propriétaires qui prévaut dans le pays. Felician Kilhama, Ministre des forêts et de l'apiculture, de la Tanzanie, a souligné l'implication des villageois dans la réduction de l'incidence des feux dans les zones où les forêts sont gérées de façon participative.

Andrey Eritsov, du Centre aérien des feux de forêts, de la Fédération de Russie, a déclaré que l'augmentation de la fréquence des feux est liée au changement climatique et à la sécheresse sévissant au niveau régional, et il a mis de l'avant les nouveaux efforts transfrontaliers en matière de prévention des feux. Neil Cooper, Directeur des feux, du Territoire de la capitale australienne, a déclaré que les feux catastrophiques qui ont affecté récemment l'Australie ont révélé l'insuffisance des capacités du pays pour lutter contre les incendies et ils ont accéléré les réformes, notamment celle portant sur le brûlage contrôlé d'au moins 5% des forêts du pays chaque année.

Au cours du débat qui a suivi, l'UE a vivement conseillé d'adopter une approche proactive de la santé des forêts, et de chercher à établir des synergies avec les efforts déjà existants comme la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et le Centre mondial de suivi des incendies. L'Indonésie a suggéré d'impliquer des secteurs autres que celui de la foresterie ainsi que les habitants des forêts dans l'éradication des causes profondes des incendies de forêts. L'Iran s'est demandé s'il faudrait laisser brûler les feux de forêts qui démarrent dans des zones protégées en tant qu'élément du cycle naturel des forêts. Le Japon a souligné les efforts déployés pour réduire les émissions dues à l'agriculture itinérante sur brûlis. La Chine a mis l'accent sur l'impact trois fois plus important des espèces invasives que celui des feux, et elle a décrit les réussites au plan national concernant la promotion de la GDF, le contrôle des ravageurs et la qualité de la réponse aux situations d'urgence. L'Éthiopie a relevé que les impacts des incendies sur la faune sauvage n'ont pas été étudiés, et que le savoir traditionnel devrait guider les stratégies de lutte contre les incendies. La France a suggéré qu'il faudrait lier davantage les discussions sur la santé des forêts au changement climatique. La Malaisie a invité la FAO à donner des indications sur la manière dont la REDD et les programmes de lutte contre les incendies se chevauchent. Le Nicaragua a souligné la restauration des droits sur les terres ancestrales, notant que les pratiques de la foresterie traditionnelle peuvent contribuer à la GDF.

Les forêts et l'eau: Moujahed Achouri, de la FAO, a présenté le document relatif à ce thème (COFO 2010/5.3). Karma Dukpa, du Département des forêts et des services des parcs, au Bhoutan, a décrit un système de paiement compensatoire par lequel le secteur hydroélectrique soutient les efforts de lutte contre la déforestation. Moshibudi Rampedi, du Département des affaires hydriques et du secteur forestier, de l'Afrique du Sud, a présenté les efforts déployés par son pays, compte tenu

de la pénurie d'eau, pour lier la question de l'eau et à celle des forêts, à savoir notamment: lier les projets de boisement à l'achat d'une licence sur l'eau; et passer un accord avec le secteur privé sur un niveau maximum de boisement. Ismail Belen, du Ministère de l'environnement et des forêts (Turquie), a noté le manque de clarté dans la définition des responsabilités incombant aux départements sur l'eau et sur les forêts au sein de son ministère, ce qui entraîne des problèmes dans la gestion des bassins versants dans les forêts. Rolf Manser, du Département fédéral de l'environnement, Suisse, a relevé les menaces qui pèsent sur l'approvisionnement en eau provenant des bassins versants boisés, telle la déposition atmosphérique de l'azote. Il a déclaré que certains modes de gestion des forêts peuvent aider à préserver la qualité de l'eau mais que pour cela, les organisations forestières ont besoin d'être appuyées par le biais de partenariats intersectoriels et du paiement des services écosystémiques fournis par les forêts. Wladimir Tene, Directeur national des forêts, Équateur, a décrit le plan national mis en place par son pays pour étendre les zones forestières et protéger les bassins versants en coopération avec le secteur de l'eau.

Au cours du débat qui a suivi, les participants se sont penchés notamment sur les points suivants: le rôle des zones arides et semi-arides dans le contexte de la gestion des forêts et de l'eau; la différence entre le reboisement et le boisement en matière de besoins en eau; la plateforme sur l'eau de la FAO; la protection des bassins versants dans les régions densément peuplées; la gestion intégrée de l'eau; les programmes de formation pour permettre aux organisations sur l'eau et les forêts d'identifier des intérêts communs; la gestion transnationale de l'eau; et la restauration des paysages pour protéger les ressources en eau.

Résumant les travaux du panel, Eva Müller, de la FAO, a souligné les dimensions transfrontières, sociales et économiques de la question « forêts et eau », et le besoin que la FAO tienne compte des contextes très différents prévalant dans les pays.

POSSIBILITÉS NOUVELLES ET DÉFIS ÉMERGENTS DANS LES DOMAINES DE LA FINANCE ET DE LA GOUVERNANCE FORESTIÈRES: Ce point figurant à l'ordre du jour a été couvert le mercredi par des sessions parallèles et plénières, notamment par les présentations et les discussions du panel.

Renforcement du soutien financier public à la GDF: Adrian Whiteman, de la FAO, a introduit le sujet (COFO 2010/6.1) en décrivant les barrières qui freinent la mobilisation du financement public en faveur de la GDF, et différentes façons de les franchir. Juan Manuel Torres-Rojo, Directeur de la Commission nationale des forêts, au Mexique, a mis l'accent sur les fonds à contribution doublée qui permettent d'accroître les financements destinés aux forêts, et il a décrit des mécanismes financiers spéciaux, notamment: les produits d'assurance; les hypothèques sur les arbres sur pied; les contrats concernant les prochaines récoltes; et la création de marchés locaux et marchés volontaires de carbone. Luis Torales Kennedy, de l'Institut forestier du Paraguay, a noté que son pays a remplacé les mécanismes d'incitation indirecte par des subventions directes plus efficaces qui, notamment, remboursent 75% des coûts associés à la plantation de forêts et à leur entretien pendant les trois premières années; et proposent des crédits appropriés pour les projets forestiers.

José Antonio González Martín, du Ministère de l'Environnement, Espagne, a déclaré qu'il est important de renforcer le financement des forêts appartenant au domaine public, de même que de proposer des incitations financières aux propriétaires privés et aux communautés. Il a mis l'accent sur: les mécanismes de financement dirigés vers l'agriculture durable et les propriétaires de petites forêts; le regroupement des projets forestiers; et la commercialisation commune des produits issus des forêts certifiées. Kiyoon Ko, du Service coréen des forêts, a décrit plusieurs expériences à succès d'arrêt du déboisement menées dans son pays: des associations forestières villageoises qui reçoivent un soutien financier de la part du gouvernement pour créer et protéger des forêts de pins, et un fonds vert qui reçoit des financements issus des produits de la loterie et de projets financiers tels que les sentiers de randonnée, la culture verte et les programmes d'éducation, et les projets de bio-énergie.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués se sont notamment penchés sur: le fait que les forêts fournissent des avantages multiples et doivent être financées par de nombreux secteurs; le besoin de donner plus de visibilité aux activités et aux résultats pour sensibiliser l'opinion et renforcer les financements destinés aux secteurs forestiers; la concentration des agences donatrices sur de grands programmes au détriment des projets forestiers qui reçoivent moins de financements; et les difficultés de faire concorder la rationalité des bailleurs avec les besoins au niveau local. Les délégués ont également demandé l'aide de la FAO pour mettre au point des mécanismes de financement des forêts.

Le Nicaragua a déclaré qu'en raison du non respect par les bailleurs de leurs engagements en matière d'aide publique au développement (APD), les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas atteints. Le Paraguay a évoqué la difficulté d'évaluer les fonds existants.

L'UE et le Japon ont appelé à créer les conditions favorables pour encourager les investissements privés, et l'UE a ajouté que la valeur des services environnementaux devait être évaluée correctement afin d'être intégrée dans la prise de décisions. La Chine a préconisé la création de mécanismes de financement séparés conçus pour mettre en valeur les différentes fonctions des forêts, y compris les fonctions écologiques et culturelles.

La Nouvelle-Zélande a déclaré que le financement public peut servir de catalyseur aux investissements privés, et elle a suggéré que la FAO travaille avec le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) pour affiner les mécanismes de financement. Les É.-U. ont invité la FAO à appuyer le Processus de facilitation du FNUF concernant le financement des forêts. Le Brésil a appuyé la création d'un fonds mondial pour les forêts.

Gouvernance des forêts: Eva Müller, de la FAO, a présenté le document préparatoire sur ce thème (COFO 2010/6.2), indiquant que les régimes fonciers non garantis et les autorités discrétionnaires créent un climat d'investissement incertain. Elle a déclaré qu'un cadre analytique pour évaluer les forces et faiblesses de leur gouvernance serait profitable aux pays. Elle a préconisé que le COFO examine la possibilité d'adopter les décisions d'inclure la gouvernance dans les prochaines FRA, et d'étendre le soutien aux pays pour renforcer leur gouvernance forestière.

Nalin Kishor, de la Banque Mondiale, a déclaré que la corruption se propage d'un secteur à l'autre et conduit à la décredibilisation totale des gouvernements. Il a souligné les travaux de l'Agence d'investigation environnementale qui ont démontré le coût élevé que représente l'exploitation illégale du bois. Il a applaudi les efforts consentis par les pays importateurs pour bannir les importations de bois illégal, mais il a averti que les fuites vers les marchés aveugles risquent d'ébranler ces efforts. Il a déclaré qu'un certain nombre d'institutions développent des indicateurs de la gouvernance des forêts, et qu'elles ont évité les chevauchements en partageant leurs expériences à l'occasion d'un récent symposium.

Paul Munro-Faure, de la FAO, a présenté les directives volontaires préparées par son organisation sur le régime des forêts. Il a noté la nature interdisciplinaire de cette question, et il a souligné les risques associés aux régimes non garantis, notamment la marginalisation des pauvres et l'utilisation non durable des terres. Il a insisté sur la nature « volontaire » de ces directives, destinées à encadrer l'évaluation au niveau international, et il a indiqué que leur application débutera en 2012.

L'UE a noté que de nombreuses institutions internationales couvrent la gouvernance du secteur forestier, et il a jugé prématuré de l'inclure dans la FRA. Le Brésil a jugé qu'il était inapproprié de définir des standards universels pour suivre les mécanismes de gouvernance dans les FRA. La représentante a noté que le contrôle de l'exploitation illégale du bois était un problème national et, avec l'appui de la Chine, elle a plutôt appelé à une coopération internationale pour contrôler le commerce illégal.

Les É.-U., le Canada et le Japon ont suggéré que la FAO s'inspire des expériences nationales ainsi que des processus régionaux de définition de critères et indicateurs, pour élaborer ses propres indicateurs de gouvernance. La Nouvelle-Zélande a déclaré que les efforts déployés pour évaluer la gouvernance devraient s'inspirer de ce qui se fait déjà en matière d'amélioration de la gouvernance, comme les programmes forestiers nationaux (PFN). Le représentant a insisté sur l'importance que les pays importateurs mettent en place des politiques de restriction du commerce des produits forestiers produits de façon non durable.

L'Indonésie a déclaré que la lutte contre l'exploitation illégale et le commerce illégal du bois exigeront un engagement politique au niveau international. Le Japon a déclaré que la question de la gouvernance forestière devrait être traitée en coordination avec les autres parties prenantes impliquées dans le renforcement des capacités lié au changement climatique. La Communauté des États de l'Afrique Centrale et la Tanzanie ont plaidé pour un soutien en faveur de la création et du renforcement des capacités des institutions publiques au niveau national.

Rojas-Briales a préconisé d'adopter une approche large de la question de la gouvernance forestière, notant que l'exploitation illégale du bois jouait un rôle relativement mineur dans la déforestation.

REDD-plus: Jose Antonio Prado, de la FAO, a donné un aperçu des moyens dont la FAO dispose pour soutenir les efforts nationaux en matière de REDD-plus (COFO 2010/6.3), notamment: l'intégration des questions forestières dans les

stratégies et politiques climatiques; l'échange d'information; le renforcement des capacités pour le suivi, l'établissement de rapports et la vérification; l'aide à la réalisation d'inventaires forestiers et à la constitution de bases de données sur les forêts; et la participation au Programme REDD des Nations Unies pour aider les pays à préparer leurs stratégies REDD-plus. Il a noté que de nombreuses directives sur les bonnes pratiques, déjà élaborées par la FAO, pouvaient aider les pays à atteindre leurs objectifs REDD-plus.

Le Maroc a demandé que l'aide REDD-plus englobe tous les types de forêts, y compris les zones arides et semi-arides. L'Afghanistan a souligné que le succès du mécanisme REDD-plus dépendra de la bonne gouvernance, de l'équité et de l'implication des parties prenantes. Le délégué a encouragé tous les organes régionaux de la FAO à inscrire la REDD-plus dans leurs agendas.

Le Brésil a mis en garde contre l'anticipation des résultats des discussions dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Les É.-U. ont insisté sur le fait que la REDD doit comprendre un système de suivi solide et des sauvegardes sociales et environnementales fortes. Les É.-U. et la Norvège ont suggéré que la FAO pourrait jouer un rôle important dans les activités liées au changement climatique en se fondant sur les efforts existants. À cet égard, la Norvège a mis de l'avant la FRA et le renforcement des capacités, et les É.-U. ont souligné: l'intégration de la REDD dans les PFN; le renforcement de la gouvernance et du régime; les stratégies financières, y compris le paiement pour services écosystémiques (PSE); et la surveillance et l'évaluation, dont une enquête mondiale par télédétection.

Le Japon a déclaré que l'Accord de Copenhague fournit une base d'action pour la REDD-plus. La République du Congo a appelé la FAO à soutenir la REDD-plus en tant qu'instrument visant à restaurer les forêts dégradées et à garantir le développement durable des ressources forestières dans le contexte de la lutte contre la pauvreté.

L'UE a déclaré que le document devrait accorder davantage d'attention à l'utilisation durable des terres, en liant l'amélioration de la gouvernance de l'utilisation des terres dans le secteur agricole et dans les forêts. Elle a insisté pour que les communautés locales soient impliquées dans les mécanismes REDD-plus.

La Malaisie a déclaré que la FAO joue un rôle important dans le développement et la compréhension des questions relatives au changement climatique et à la REDD-plus. Le Costa Rica a suggéré que la FAO fournisse un appui technique pour renforcer les capacités d'accès aux financements.

La Suisse a appelé au renforcement de la coopération régionale et du partage d'information sur les forêts et l'adaptation; et elle a recommandé de lier les plateformes sur les changements climatiques envisagés dans le cadre de la CCNUCC aux commissions régionales de la FAO. Le délégué a déclaré qu'une « organisation synthèse » qui permettrait la mise en réseau et fournirait des services d'aide est nécessaire, et il a appuyé la tenue de réunions périodiques sur les questions techniques présentant un intérêt interrégional.

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES DE LA FAO INTÉRESSANT LE COMITÉ:

Ce point figurant à l'ordre du jour a été couvert en plénière le

mercredi. Michael Martin, de la FAO, a introduit le document relatif à cette question (COFO 2010/7), en mettant en exergue les propositions visant à: examiner le règlement intérieur du COFO afin, notamment, de renforcer le rôle des présidents du COFO; et préparer un programme de travail pluriannuel pour la période 2012-2015.

Plusieurs pays ont appuyé les recommandations figurant dans le document, soulignant ainsi leur soutien en faveur d'une analyse des ressources génétiques forestières, et d'échanges sur les politiques au niveau régional. L'UE et les É.-U. ont appelé au renforcement de la coopération avec le Comité de la FAO sur l'agriculture, et les É.-U. ont ajouté que cela devrait aller au-delà de l'agroforesterie et inclure des thèmes tels que la gouvernance, le régime foncier et l'accès aux marchés.

PRIORITÉS DU PROGRAMME DE LA FAO DANS LE DOMAINE DES FORÊTS:

Rojas-Briales a introduit ce sujet (COFO 2010/8) en plénière le mercredi. Notant que les priorités ont été basées sur les recommandations des Commissions régionales des forêts, il a mis en exergue les points suivants: élargir le suivi et l'évaluation des forêts nationales aux pâturages, aux produits forestiers non ligneux (PFNL) et aux services environnementaux; les activités d'adaptation au changement climatique; le renforcement des capacités dans le domaine de l'éducation forestière; les activités de gestion sociale et communautaire des forêts; les possibilités de communiquer pendant l'Année internationale des forêts; l'extrapolation des cas exemplaires de GDF; le renforcement des capacités pour préserver la santé des forêts et les ressources génétiques forestières; et le renforcement des alliances.

L'Iran a attiré l'attention sur les mesures phytosanitaires. Soulignant le fait que la REDD-plus est une activité coordonnée par les agences des Nations Unies, le délégué du Japon a regretté que la FAO n'ait pas clarifié son propre rôle et ses avantages comparatifs dans ce domaine, et il a suggéré que la force de la FAO réside dans les statistiques, le suivi et l'évaluation des forêts, et dans le soutien technique. L'UE a appelé la FAO à donner la priorité aux activités relatives au changement climatique, en particulier l'utilisation de la GDF pour l'atténuation et l'adaptation. Elle a appelé à donner la priorité à l'amélioration de la qualité des données dans le processus FRA plutôt que d'augmenter le nombre de critères évalués; elle s'est félicitée de l'objectif stratégique visant la gestion durable des terres, de l'eau et des ressources génétiques; et elle a demandé comment la définition des priorités serait reflétée dans le prochain budget de la FAO. Les É.-U. ont appelé à renforcer les capacités pour élaborer les PFN, en particulier concernant les stratégies financières nationales. Se félicitant que le changement climatique figure parmi les thèmes prioritaires, elle a exhorté la FAO à se concentrer sur ses avantages comparatifs, évoquant les domaines suivants: l'intégration, au niveau intersectoriel, des questions liées au changement climatique dans la foresterie; les stratégies forestières nationales; et la télédétection au niveau mondial. L'Australie a appuyé la définition des priorités à moyen terme de la FAO, et elle a déclaré que les objectifs sont ambitieux, mais atteignables. En outre, elle a exhorté la FAO et les États membres à penser de façon stratégique.

Le Canada a suggéré, entre autres: en coopération avec les partenaires du CPF, de se focaliser sur l'amélioration de l'efficacité des sources de financement existantes de la GDF

ainsi que sur l'augmentation du financement; d'optimiser les avantages pour la GDF offerts par les sources de financement émergentes comme la REDD; et, concernant la gouvernance des forêts, d'élargir l'accent mis actuellement sur la foresterie communautaire afin d'inclure d'autres approches participatives de la gestion forestière.

La Tanzanie, donnant son appui aux domaines prioritaires proposés, a noté que la définition des priorités devrait être évaluée à la lumière du cadre stratégique de la FAO.

COMMUNIQUER SUR LE RÔLE DES FORÊTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE – L'ANNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS (2011): Cette session s'est tenue le jeudi. La modératrice Annika Söder, de la FAO, a déclaré que les forêts sont passées au centre de l'attention parce qu'elles jouent un rôle important dans la réalisation des OMD de même que le processus Rio+20. Rojas-Briales a présenté le document « Communiquer sur le rôle des forêts en matière de développement durable » (COFO 2010/9), et il a relevé l'ignorance qui prévaut, hors du secteur forestier, quant à la contribution des forêts au développement durable. Il a insisté sur le fait que les PFNL constituent un filet de sécurité en temps économiques difficiles. Il a suggéré que l'Année internationale des forêts soit l'occasion, chaque mois, de souligner une valeur différente fournie par les forêts.

Mettant l'accent sur les liens entre le PFN et les stratégies de réduction de la pauvreté développées dans son pays, Abdelazim Mirghani Ibrahim, Directeur des forêts du Soudan, a noté que la Corporation nationale des forêts du Soudan lie le commerce des produits dérivés du bois à la réduction de la pauvreté, et il a souligné la participation des communautés à la plantation et à la protection des arbres. Mais il a regretté que la baisse des revenus dégagés et le manque de financements de la part des bailleurs et du gouvernement entravent l'extension de ces activités.

Gilbert Canet Brenes, Directeur du Système national des zones de conservation, du Costa Rica, a décrit les efforts déployés dans son pays pour restaurer le couvert forestier qui y est passé de 21 à 51%. Entre autres mesures mises en place, il a cité: les aires protégées qui représentent 30% du territoire national; les programmes d'éducation et de forêts communautaires; le PSE pour financer la production d'hydroélectricité; 30 corridors biologiques gérés avec la participation de conseils locaux; l'écotourisme qui représente 50% du secteur touristique; et l'hydro-énergie qui alimente 90% de la consommation nationale d'électricité.

Se penchant sur le besoin de mieux communiquer sur le rôle et le travail des secteurs forestiers, Gerhard Mannsberger, Directeur du Département des forêts, en Autriche, a regretté que malgré l'expansion considérable des forêts en Europe, la majorité des Européens pense que la collecte du bois est une menace sérieuse pour les forêts. Il a décrit un programme de coopération nationale qui relie plus de 30 organisations du secteur forestier et du bois.

Soulignant le fait que le contexte du travail dans les forêts a été considérablement modifié par les facteurs tels que le changement climatique et la pression exercée par les populations, Gerhard Dieterle, de la Banque Mondiale, a fortement suggéré une interaction accrue avec les autres secteurs pour lutter contre la déforestation. Il a expliqué que les investissements de la Banque Mondiale dans les forêts sont plus efficaces

lorsqu'ils sont liés aux problématiques de l'eau, de l'énergie, ou de l'agriculture. Et il a présenté les projets du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) et du Programme d'investissement pour la forêt (FIP) qui reflètent cette approche inter-sectorielle.

Jan McAlpine, du FNUF, a présenté un film de John Liu montrant comment la restauration des forêts peut améliorer la vie des populations rurales. Elle a mis l'accent sur le besoin de financements pour les forêts, et de s'engager auprès d'acteurs en dehors du secteur forestier.

Au cours du débat, l'Afghanistan a déclaré que les projets individuels, bien qu'ils soient utiles, ne répondent pas au besoin de développer une stratégie forestière nationale. Le Sénégal a regretté le manque de formation des forestiers et de financements suffisants pour les recruter.

La République de Corée a déclaré que les stratégies de développement n'ont pas accordé suffisamment d'attention aux forêts, et elle a suggéré d'adapter la FRA de façon à évaluer en dollars les services rendus par les forêts, ainsi leur importance pourrait-elle être correctement communiquée aux autres ministères. Le représentant a noté que son pays accueillera la dixième réunion de la Conférence des parties (CdP 10) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUDL).

La Chine a annoncé qu'en 2011 elle étendra sa campagne de boisement, et qu'elle organisera une cérémonie de récompense le 12 mars 2011. La République du Congo a déclaré que son secteur forestier a participé à l'amélioration de l'accès aux régions forestières isolées en construisant des routes, des infrastructures de communication, et des pistes d'atterrissage. Le représentant a relevé l'ambition de son pays de créer un million d'hectares de plantations. L'UE a suggéré de mettre de l'avant, pendant l'AIF, le rôle que peuvent jouer les forêts dans la réalisation des OMD. Le représentant a noté le succès du Réseau européen de communicateurs sur les forêts, et il a suggéré, afin de le rendre efficace, d'adapter le message aux cibles régionales et locales, sur ce que peuvent offrir les forêts.

Le Sénégal a attiré l'attention sur un projet concernant le transfert, aux communautés locales, des connaissances sur les pratiques de gestion durable. L'Ouganda a demandé à ce que l'information sur la manière de restaurer les forêts abattues par les petits agriculteurs soit partagée, afin d'améliorer leur sécurité alimentaire.

La Norvège a donné un aperçu de la coopération paneuropéenne sur les politiques par le biais de l'initiative Forest Europe. Le représentant a mis de l'avant la prochaine Conférence ministérielle sur la Protection des forêts en Europe, en déclarant que les pays s'engageront probablement sur une vision commune des forêts européennes, et décideront s'il faut débiter les négociations sur un accord juridiquement contraignant concernant les forêts en Europe.

Le Brésil a déclaré que l'AIF devrait se focaliser sur la manière dont les forêts impactent la vie des populations qui vivent à l'intérieur et aux alentours des forêts.

Regrettant que les préoccupations relatives au changement climatique et à d'autres problèmes aient détourné l'attention du rôle des forêts dans le développement durable, l'Indonésie a fait part de son souhait de voir l'AIF rétablir l'attention sur une vision plus large des forêts.

Les É.-U. se sont félicités de l'accent mis par la FAO sur le travail avec d'autres secteurs et organisations, et le pays a insisté pour qu'on ne réduise pas les forêts à un bénéfice ou à un service unique.

Soulignant les commentaires faits sur les problèmes intersectoriels et la planification des terres, Rojas-Briales a exhorté la FAO à renforcer ses capacités dans ces domaines, et il a déclaré que la FAO relèvera le défi de modifier la FRA de façon à avoir une vision plus large de l'état des forêts.

CONCLUSIONS DU TREIZIÈME CONGRÈS FORESTIER MONDIAL (CFM) ET PRÉPARATION DU QUATORZIÈME CFM (2015): Le vendredi, Leopoldo Montes, Secrétaire général du CFM XIII, et Tomás Schlichter, Président du Comité technique et académique du CFM XIII, ont présenté les conclusions du CFM XIII (COFO 2010/10). Ils ont souligné que la plupart des observations et recommandations relatives aux neuf domaines principaux couverts par le CFM, contiennent une composante environnementale forte.

Les délégués ont ensuite écouté les propositions de l'Inde et de l'Afrique du Sud pour accueillir le CFM XIV en 2015. Les délégués ont félicité les gouvernements des deux pays pour la qualité de leurs candidatures. Plusieurs pays africains, ainsi que la Suisse, ont appuyé la candidature de l'Afrique du Sud, notant que le CFM n'avait jamais été organisé en Afrique, et reconnaissant l'impact positif que pourrait avoir le premier congrès sur le continent. Peter Csoka, de la FAO, a déclaré que les candidatures soumises par les deux pays, et les recommandations formulées pendant la plénière, seront transmises au Conseil de la FAO pour décision finale.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION DU COFO: Le vendredi, Csoka a recommandé que la prochaine session du COFO se tienne en octobre 2012 à Rome, en Italie. Les délégués ont approuvé cette recommandation.

SEMAINE MONDIALE DES FORÊTS

Pendant la semaine, des événements parallèles et des événements en appui au COFO 2010 se sont tenus dans le cadre de la Semaine mondiale des forêts (SMF). Ils étaient destinés à créer un dialogue plus informel, permettant aux délégués de s'exprimer sur leurs compétences personnelles et non en tant que représentants d'État, et ils étaient ouverts aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Ces événements n'ont pas été officiellement inclus dans le rapport du COFO 2010. Tous les événements de la SMF venant en appui au COFO sont résumés ci-après.

He Changchui, de la FAO, a ouvert la SMF le lundi. Il a déclaré que la SMF est un outil pratique pour atteindre le développement durable, il a appelé à renforcer le partenariat avec le secteur privé et à une gouvernance avisée, comme conditions préalables pour réaliser de meilleurs bénéfices. Regrettant que le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde atteigne toujours un niveau inacceptable, il a encouragé les délégués à signer la campagne « Un milliard d'affamés » lancée par la FAO.

Ahmed Djoghla, Secrétaire exécutif de la CDB, par le biais d'un message vidéo, a insisté sur l'importance de la biodiversité dans l'atténuation du changement climatique, et il a mentionné le nouveau programme stratégique de la CDB visant à restaurer 50% des forêts dégradées d'ici 2020. Il a regretté que moins de

10% des forêts dans le monde soient gérés de façon durable, et qu'il y ait encore de grandes différences dans l'interprétation de ce qu'est la GDF.

Teresa Presas, Présidente du Conseil international des associations forestières et papetières, s'est penchée sur les défis que le secteur forestier doit relever, notamment le marasme économique, les problèmes d'accès à la fibre et la concurrence des substituts au bois. Elle a souligné les pressions exercées sur les terres qui découlent de l'accroissement de la demande en vivres et en bio-énergie, et elle a appelé à utiliser des produits dérivés des arbres moins utilisés jusqu'à présent.

Niels Elers Koch, Président de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), a mis de l'avant les contributions de l'IUFRO pour réduire le fossé entre la science et la politique. Elles incluent notamment: le Groupe d'experts internationaux sur les forêts, qui produit des évaluations scientifiques exhaustives revues par les pairs et des notes politiques sur l'adaptation des forêts au changement climatique, et sur les régimes forestiers internationaux; le renforcement des capacités pour faire le lien entre la science et la politique; et l'accent mis sur cette interface dans la Stratégie de l'IUFRO pour la période 2010-2014.

BIODIVERSITÉ ET STANDARDS

PHYTOSANITAIRES: Cet événement a eu lieu le lundi, et il était présidé par Peter Kenmore, de la FAO. Tim Christophersen, de la CDB, a fait une présentation sur les avantages de la REDD-plus pour la biodiversité. Il a noté qu'il existe une forte corrélation entre la biodiversité et les stocks de carbone forestier. Il a déclaré qu'il y avait plus de carbone dans les forêts primaires ou celles qui se sont régénérées de façon naturelle, que dans les plantations, et il a mis de l'avant les outils de cartographie du carbone et de la biodiversité.

Jean Claude Nguingiri, de la FAO, a parlé d'une étude portant sur les mesures de protection de la biodiversité dans les concessions forestières d'Afrique Centrale. Il a indiqué que les résultats étaient mitigés: des progrès ont certes été faits dans la sensibilisation des compagnies forestières et dans l'intégration des questions forestières dans la législation nationale, mais la mise en œuvre effective des mesures est restée limitée. Il a souligné les barrières qui se dressent contre l'application de ces mesures, à savoir l'insuffisance des ressources humaines et financières et des problèmes techniques notamment.

Jarkko Koskela, de Bioversity International, a présenté le Système européen d'information sur les ressources génétiques forestières (EUFGIS) qui a créé un réseau de 35 points focaux nationaux; a instauré les critères minimums paneuropéens pour clarifier le rôle des aires protégées et des forêts de production dans la conservation des ressources génétiques; et a défini les standards pour les unités de conservation des ressources génétiques. Koskela a noté que le projet EUFGIS met à disposition des données sur plus de 2200 unités de conservation des ressources génétiques et 110 espèces d'arbres dans 35 pays, et il a évoqué la contribution potentielle de ce système d'information à la découverte de nouveaux gènes importants pour l'adaptation.

Présentant une étude sur l'application des standards phytosanitaires dans le secteur forestier, Kerry Britton, du Département de l'agriculture des É.-U., a expliqué que l'accroissement du commerce des produits dérivés du bois est

la cause principale de l'augmentation des ravageurs forestiers, et que les voies de contamination par ces derniers sont le plus souvent: les matériaux d'emballage en bois; les produits dérivés du bois comme l'artisanat et le bois de chauffage; et les plants produits en pépinière. Elle a évoqué plusieurs façons d'empêcher ces ravageurs de s'installer notamment en gérant correctement les forêts, en investissant dans la science pour identifier les menaces, en contrôlant les végétaux d'exportation, et en réglementant les marchandises et le matériel d'emballage. Elle a noté que la Convention internationale pour la protection des végétaux a défini des standards internationaux pour les mesures phytosanitaires, mais que les gouvernements doivent trouver des façons d'appliquer ces standards et que l'industrie forestière a besoin d'aide pour les mettre en œuvre.

Au cours du débat qui a suivi, les participants se sont penchés sur, entre autres: le besoin de faire la différence entre ce que peuvent apporter les divers types de forêts en matière d'adaptation et d'atténuation; les expériences de conservation de la biodiversité dans des forêts contrôlées par des organismes privés; et la cohérence entre les standards phytosanitaires et les processus de certification forestière.

FRA 2010: Le lundi, Mette Wilkie, de la FAO, a présenté les résultats principaux de FRA 2010. Elle a relevé que cinq pays possèdent plus de la moitié des 4 milliards d'hectares de forêts de la planète. Elle a noté le recul des forêts primaires à hauteur de 4 millions d'hectares chaque année, tandis que les plantations ont grandi de 5 millions d'hectares par an, principalement en Chine. Elle a indiqué qu'il est difficile de dépeindre les tendances mondiales en matière de gestion des forêts, et que certaines régions affichent des tendances alarmantes.

Joberto Freitas, du Service brésilien des forêts, a noté que la déforestation a diminué au Brésil depuis 2004 grâce à un ensemble de mesures, dont: l'expansion des aires protégées; un plan stratégique de prévention et de contrôle de la déforestation; une application renforcée des lois; et des investissements dans des systèmes de surveillance des forêts. Il a souligné l'importance de détecter les coupes sélectives de bois qui sont le signe avant-coureur de la déforestation.

Zhang Min, de l'Administration d'État sur les forêts, de Chine, a décrit les efforts énormes déployés par son pays en matière de reboisement, se chiffrant à près de cinq millions d'hectares par an et impliquant 11,5 millions de personnes. Il a déclaré que cela a conduit à l'augmentation de la couverture forestière en Chine de 14 à 20% entre 1990 et 2010, et que le gouvernement souhaite atteindre une couverture de 26% d'ici 2050. Il a relevé les avantages écologiques et sociaux que cela génère.

Jim Farrell, du Service des forêts du Canada, a fait une présentation sur la santé des forêts, notant que bien que la plupart des insectes « nuisibles » fasse naturellement partie des fonctions forestières, les attaques que subit actuellement le Canada dépassent largement les niveaux cycliques, ce qui résulte probablement des conditions créées par la suppression des feux au fil du temps.

Rémy Mukongo Shabantu, représentant de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale, a décrit les avancées de la gestion forestière en Afrique Centrale. Il a noté qu'entre 2000 et 2010, la région a perdu 660 000 hectares de forêts en moyenne, mais qu'elle a affecté chaque année 147 000 hectares

à la conservation. Il a noté que tous les gouvernements sont désormais dotés de politiques favorables à la GDF, et que la plupart ont mis en place des systèmes de vente aux enchères du bois d'œuvre conçus pour accroître la transparence des allocations. Il a noté que bien que tous les pays se soient engagés dans le mécanisme mis en place par l'UE Accords de partenariat volontaire pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et le commerce des produits forestiers, les progrès ont été irréguliers. Il a noté l'importance d'un suivi indépendant des forêts pour garantir la transparence, et des défis à relever comme la faiblesse des institutions.

Adrian Whiteman, de la FAO, a présenté les résultats d'une enquête sur les dépenses publiques et la collecte des revenus, une nouveauté de FRA 2010. Il a souligné qu'en 2005 le montant total du revenu forestier dégagé s'élevait à 14,6 milliards de \$US, tandis que les dépenses publiques destinées à la foresterie atteignaient 19 milliards de \$US. Il a noté que la moyenne des revenus dégagés était de moins d'un dollar par hectare de forêt en Afrique, contre six dollars dans le monde.

AVANCÉES DANS LE DOMAINE DE LA FINANCE DES FORÊTS: Michael Martin, de la FAO, a présidé cette session le mardi. Ulrich Apel, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a déclaré que sur les 4 milliards de \$US de ressources allouées à la cinquième période de reconstitution du FEM, 750 millions de \$US sont affectés aux activités GDF/REDD-plus, et que 250 millions de \$US supplémentaires servent à financer un mécanisme d'incitation GDF/REDD-plus. L'Ouganda a évoqué le fait que ces importantes sommes d'argent n'ont pas encore atteint le terrain.

Yemi Katerere, du Programme REDD des Nations Unies, a déclaré que le Programme avait reçu des promesses de financement à hauteur de 112 millions de \$US, et que parmi les 9 pays pilotes, huit étaient prêts pour la mise en œuvre. Il a mentionné quelques leçons apprises, notamment: de préparer des feuilles de route pour clarifier les besoins et les voies à suivre; et des plans de préparation intersectoriels et intégrés dans les plans de développement nationaux.

Gerhard Dieterle, de la Banque Mondiale, a donné un aperçu des activités du FPCF et du FIP, tout en soulignant les prévisions d'investissements du FIP dans: les capacités institutionnelles en matière de gouvernance forestière et d'information sur les forêts; et dans d'autres secteurs qui touchent les forêts. Il a relevé les préoccupations des parties prenantes concernant la possibilité que la REDD centralise à nouveau la gouvernance des forêts.

Christian Mersmann, du Mécanisme mondial (MM) de la CNULD, a souligné le rôle de facilitateur joué par le MM pour le financement des forêts, et son travail dans la mise en place d'un cadre d'investissement intégré faisant le lien entre les secteurs à l'échelon national. Il a noté que le financement des forêts était encore trop dépendant des financements internationaux.

Jan McAlpine, Directrice du FNUF, a déclaré qu'une approche intersectorielle a été adoptée dans la stratégie de financement du Fonds. Elle a mis de l'avant les conclusions de la récente réunion sur le Groupe d'experts *ad hoc* sur le financement des forêts, parmi lesquelles la demande faite au Secrétariat du FNUF d'étudier l'impact du financement REDD-plus sur des financements plus larges des forêts.

Peter Besseau, du Réseau international de forêts modèles (IMFN), a insisté sur l'importance des populations en tant que partie intégrante de la durabilité. Relatant l'expérience de l'IMFN à date, il a noté que beaucoup pouvait être accompli avec des financements relativement modestes, mais bien ciblés.

FAIRE LE LIEN ENTRE LE DIALOGUE POLITIQUE ET LA MISE EN ŒUVRE: Jim Carle, de la FAO, a présidé cette session le mardi. Dabid Kpelle, de la FAO et la Commission sur les forêts du Ghana, a rendu compte de la mise en œuvre de l'Instrument non juridiquement contraignant pour tous les types de forêts (INJC) avec l'appui de l'Agence allemande de coopération technique (GTZ). Il a noté l'importance de son cadre d'action national pour coordonner les nombreux programmes du Ghana sur les forêts. Il a identifié les forces actuelles, notamment les consultations des parties prenantes, et les domaines devant être améliorés, comme le fait de renforcer la coordination intersectorielle et de confier à la société civile un rôle de chien de garde.

Liu Daoping, de l'Administration d'État sur les forêts, de Chine, a fait une présentation sur la gestion des forêts plantées dans son pays. Elle a relevé l'élaboration, par les compagnies chinoises à l'étranger, de directives sur la gestion responsable des plantations et sur les pratiques sylvicoles.

Felician Kilahama, Directeur des forêts et de l'apiculture, en Tanzanie, a déclaré que l'inventaire des forêts tanzaniennes, financé par la Finlande, avait été élargi à l'étude de questions émergentes comme la REDD, la biodiversité, le carbone présent dans les sols, et les arbres hors forêt. Il a mis l'accent sur l'importance de faire le suivi de la gouvernance des forêts afin de comprendre comment les décisions affectent les populations et les forêts. Et il a déclaré que l'inventaire avait influencé positivement les politiques et la planification stratégique.

Les délégués ont discuté, entre autres: de la fréquence à laquelle les politiques forestières devraient être ré-évaluées; des coûts associés aux inventaires forestiers; des problèmes associés au suivi régulier du changement; des avantages à tirer de l'adoption de directives volontaires, et du besoin de généraliser davantage l'application de l'INJC avant que son efficacité ne soit examinée en 2015.

INFORMER LE SECTEUR FINANCIER DU POTENTIEL DES FORÊTS: Le mardi, le Président de la session Jerker Thunberg, de la FAO, a noté le besoin d'intensifier la communication entre les secteurs forestier et financier pour combler les lacunes dans le financement des forêts. Emmanuel Ferreira, conseiller économique auprès du gouvernement uruguayen, a déclaré que l'amélioration de cette communication impose un processus de traduction des terminologies entre les départements forestier et financier. Reinhold Glauner, Directeur général de WaKa Forest Investment Services, a déclaré que le défi pour le secteur forestier est de dégager des retours sur financement raisonnables d'environ 10% pour attirer les milliards de dollars disponibles au niveau des investisseurs privés et institutionnels. Dominic Elson, conseiller auprès du Gouvernement indonésien, a déclaré que l'instauration de droits pourrait améliorer les conditions institutionnelles de façon à attirer le type d'investissements souhaité. Mais il a noté que les investisseurs ont du mal à comprendre les droits communautaires. Josué Morales, Responsable de l'Institut national des forêts du Guatemala, a partagé son expérience avec un programme d'investissement dans les forêts qui, entre

autres, a pour objet d'impliquer les petits producteurs de bois et de mettre l'accent sur le rôle des institutions de microfinance. Hans Thiel, du Centre d'investissement de la FAO, a regretté que, bien souvent, les départements forestiers ne participent pas aux négociations avec les institutions financières internationales, et de ce fait, ne soient pas associés aux prêts accordés par le secteur public. Il a appelé à articuler les politiques forestières autour de politiques sectorielles plus générales et des plans de développement nationaux.

Répondant aux questions, Thiel a déclaré que les investissements privés n'ont pas besoin d'être déclenchés par l'argent du secteur public, mais qu'ils requièrent des règles et des demandes clairement formulées. Elson a appelé à faire la distinction entre « l'argent mou » public qui peut aider à la création de contextes institutionnels, et « l'argent dur » du secteur privé qui vise un retour sur investissement. Ferreira a relevé le fossé qui sépare le financement des petits projets et les grands investissements de plus de 10 millions de \$US, et il a recommandé de mettre les projets communautaires en commun pour attirer les investissements.

PANEL DE SCIENTIFIQUES ET DE RESPONSABLES FORESTIERS SUR LA GOUVERNANCE: Ewald Rametsteiner, de la FAO, a présidé cette session le mardi. Dilip Kumar, Directeur du Service des forêts indien, a noté que depuis la décolonisation, l'Inde a fait une distinction dans la gestion des forêts selon qu'il s'agisse de forêts villageoises, de production et de protection. Il a noté le besoin de passer d'une approche technique à une approche plus sociale des forêts, en particulier lorsque les zones forestières sont associées à des niveaux de pauvreté élevés, et d'examiner les impacts des autres secteurs sur la foresterie.

Karl Reinhard Volz, de l'Université de Fribourg, a souligné que le rôle de la science est de procéder à des évaluations indépendantes, de présenter les différentes options et leurs conséquences éventuelles, tout en laissant le soin aux politiciens d'en choisir certaines. Il a mis en garde contre la « scientisation » des politiques qui ignore la construction sociale de la vérité.

Margaret Shannon, de l'Institut européen des forêts, a suggéré que l'élaboration des politiques forestières n'est pas un « puzzle » pouvant être résolu grâce à de l'information additionnelle, mais une « énigme » qui requiert un bon jugement afin de donner un sens à une abondance de données. Elle a recommandé l'adoption d'une approche post-normale de la science, et qui accorde de l'importance à la légitimité de l'autorité et au contexte d'un problème, ainsi qu'au problème lui-même.

Marilyn Headly, du Département des forêts de la Jamaïque, a décrit une expérience dans son pays dans laquelle l'information scientifique fournie par le département des forêts a été utilisée pour guider et adapter les politiques en matière de restauration des terres. Elles imposent aux compagnies minières de restaurer les forêts en deux phases: d'abord planter des légumineuses et ensuite des espèces de bois dur.

Ahmed Ridha Fekih Salem, Directeur du département des forêts de la Tunisie, a décrit l'expérience tunisienne de collaboration entre les décideurs et ceux qui appliquent les politiques. Il a souligné l'implication forte et diversifiée des partenaires scientifiques à cet égard.

Julius Chupezi Tieguhong, de la FAO, a décrit la façon dont les scientifiques et les responsables politiques collaborent pour identifier les lacunes de la législation forestière en matière de PFNL au Cameroun, et sur la question de la transparence de la gouvernance dans le secteur des PFNL.

Les délégués ont débattu des questions suivantes: pourquoi les scientifiques des forêts n'ont pas encore reçu de Prix Nobel; comment certains gouvernements ont ignoré les recommandations scientifiques; et la nécessité d'impliquer davantage de socio-scientifiques dans les départements forestiers.

PANEL DE SCIENTIFIQUES ET DE RESPONSABLES FORESTIERS SUR LA REDD-PLUS: Ce panel a été modéré le mercredi par Eva Müller, de la FAO. Samuel Afari Dartey, de la Commission forestière du Ghana, a mis l'accent sur l'importance que revêtent la participation de la société civile et l'intégration de mécanismes proactifs de résolution des conflits dans la REDD.

Francesco Carbone, de l'Université de Tuscia, a expliqué pourquoi les forêts n'avaient pas profité du Mécanisme de développement propre, et les leçons qu'il faut en tirer pour la REDD. À cet égard, il a noté que les plantations fournissent très peu d'avantages aux populations locales et alimentent plutôt les tensions sociales. Marlo Mendoza, du Bureau de gestion des forêts, aux Philippines, a déclaré que depuis les années 1970, la couverture forestière du pays a chuté de 17 à 7,2 millions d'hectares, et que la REDD sera d'autant plus difficile à mettre en œuvre là où la pauvreté est la cause de la déforestation.

Alain Karsenty, Recherche agricole pour le développement (CIRAD), a affirmé que si la REDD était amenée à fonctionner, il y aurait nécessairement des perdants et des gagnants, et que si tous les pays y gagnaient, il y aurait des chances pour que ce soit le climat qui y perde. Il a relevé plusieurs problèmes fondamentaux sous-jacents à la REDD et non encore résolus, comme la non pérennité des forêts et les méthodes de rémunération. En outre, il a regretté que le mécanisme ne permette pas de traiter le problème des « fuites ». Il a déclaré que la REDD est fondée sur une théorie de la motivation trop simpliste, à partir de laquelle il suppose que chaque État réagira de la même façon aux mêmes incitations, mais oublie de prendre en compte les dynamiques des États fragiles, parfois en faillite, dans lesquels ce mécanisme sera appliqué. Karsenty a ajouté qu'en tant que mécanisme de plafonnement et d'échanges de droits d'émissions de gaz à effet de serre, la REDD a généré à date beaucoup « d'échanges » mais pas vraiment de « plafonnements », puisqu'il n'y a pas de limite dans les crédits générés. Il a averti qu'en l'état actuel, la REDD n'a pas la rigueur et la réglementation qui sous-tendent le Protocole de Kyoto. Il a déclaré qu'un accord sur la REDD avait peu de chance d'être trouvé à Cancún, et il a suggéré que la création d'un fonds international de lutte contre la déforestation, focalisé sur les causes sous-jacentes de ce problème et adapté aux situations variables des pays, pourrait être une alternative.

Boen Purnama, du Ministère des forêts, Indonésie, a déclaré que le système complexe du régime indonésien pose problème à l'application de la REDD, et que le financement doit être simple et ajusté aux exigences locales.

Elena Petkova, du Centre international de recherche sur les forêts, a déclaré que la question n'est pas de savoir comment rendre la REDD plus efficace, mais plutôt si elle peut seulement

être efficace, compte tenu des imperfections de son design actuel. Elle a dit que le vrai test pour la REDD sera de savoir si elle pourra redresser les sentiers du développement vers la durabilité, ou si elle sera elle-même façonnée par les droits acquis qui résistent au changement. Elle a insisté sur le fait que se focaliser sur la mesure des émissions dicte une approche coûteuse centrée sur la technologie, qui peut mener à un contrôle des activités REDD par des experts venus de l'extérieur, et non plus par les communautés locales.

Elle a averti que la REDD pourrait centraliser à nouveau la gouvernance des forêts, et elle a déclaré que la transparence et la surveillance par la société civile seront des éléments clés pour assurer la légitimité du mécanisme. Elle a souligné que l'obstacle le plus important est celui des incitations contradictoires qui poussent le développement de secteurs non forestiers comme celui de l'huile de palme.

POSSIBILITÉS POUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS 2011: Cet événement a été présidé par Peter Csoka, de la FAO. Donnant un aperçu des activités programmées pour l'Année internationale des forêts (AIF), Jan McAlpine, Directrice du FNUF, a déclaré que « Forêts 2011 » devrait être une célébration des choses positives concernant les forêts et du rôle qu'elles jouent pour les populations, tout en soulignant les questions de biodiversité, de climat et de santé. Elle a expliqué que le FNUF, en tant que point focal du système des Nations Unies, travaillera en étroite collaboration avec les Secrétariats des Conventions de Rio, le PCF, et les grands groupes, ainsi que les artistes et les cinéastes. Elle a indiqué que le FNUF organisera une série d'activités, mettant de l'avant un programme tourné vers les « héros des forêts », le Festival international du film sur les forêts, et le rôle des ambassadeurs de bonne volonté.

En faisant la description des activités, des histoires à succès et des enseignements tirés de l'Année internationale de la biodiversité, Tim Christophersen, de la CDB, a déclaré que les gouvernements nationaux jouent un rôle déterminant en tant qu'organismes principaux des activités et qu'ils peuvent, entre autres: mettre en place des comités nationaux incluant les municipalités, les ONG, et d'autres parties prenantes; évaluer l'impact des activités au niveau national pour servir de base à l'évaluation de l'impact mondial de l'événement; et traduire et diffuser l'information. S'agissant des enseignements tirés, il a mis de l'avant: les sites Internet qui permettent d'actualiser l'information des utilisateurs; les ambassadeurs régionaux; l'utilisation de films et de photographies, plutôt que des textes, qui sont des médias plus visuels et créatifs; et les conférences régionales.

De nombreux participants ont évoqué l'opportunité que représente l'AIF de promouvoir l'importance des forêts auprès du public en général et des responsables politiques, et ils ont décrit les activités programmées au niveau national pour célébrer l'AIF. Les participants ont mis de l'avant le rôle important que les ONG joueront dans la promotion des activités au niveau national; les jeunes qui seront une des cibles principales des campagnes; et l'implication de la famille des forêts ainsi que des organisations forestières nationales et internationales.

McAlpine a évoqué le potentiel des organes de soutien des PFNL pour promouvoir l'AIF, et le fait que l'AIF n'est pas juste un exercice de relations publiques, mais une chance de mener des discussions substantielles aux niveaux national et local.

GROWING FOREST PARTNERSHIPS: Le jeudi, Sophie Grouwels, de la FAO, a présidé la session et expliqué que le Growing Forest Partnerships (GFP) est une initiative de partenariat lancée en février 2009 par l'UICN, l'Institut international pour l'environnement et le développement, la FAO et la Banque Mondiale, et est conçue pour bâtir des réseaux internationaux et locaux en vue de renforcer le contrôle local et la gestion durable des forêts. Alda Salomão, du Centro Terra Viva, a décrit un projet impliquant deux communautés forestières au Mozambique, qui est l'un des pays pilotes du GFP. Elle a noté que le GFP a aidé les communautés à influencer et à s'engager auprès de la Stratégie nationale REDD du Mozambique.

Lennart Ackzell, de la Fédération des propriétaires suédois de forêts familiales, a déclaré que le partenariat GFP a influencé l'aptitude de son organisation à progresser vers ses objectifs, et a permis la création d'un « Groupe de détenteurs de droits » composé de l'Alliance internationale des populations indigènes et tribales des forêts tropicales, de l'Alliance globale de foresterie communautaire et de l'Alliance internationale de forêts familiales. Il a relevé la nécessité d'identifier clairement l'expression « investissement forestier », notant que même si les investissements pourraient profiter aux forêts contrôlées au niveau local, souvent ils ne le font pas.

Dominic Elson, conseiller auprès du Gouvernement indonésien, a décrit les barrières à franchir pour établir des liens entre la gestion des forêts au niveau communautaire et à petite échelle, et les investisseurs. Il a averti que ce type de foresterie risque d'être dilué dans le « ghetto de la responsabilité sociale entrepreneuriale » d'une firme et de ne se voir accorder qu'une faible priorité, et que les groupes concernés devraient motiver leur demande pour qu'il soit considéré comme un atout précieux. Notant que de nombreuses ONG déplorent « l'échec » du modèle de concessions forestières, il a affirmé que les concessions font exactement ce à quoi elles sont destinées, à savoir produire de grandes quantités de bois d'œuvre à un coût aussi bas que possible, et que c'est au secteur forestier à faible impact de se distinguer du modèle industriel à grande échelle.

GÉRER LA COMPLEXITÉ: RELEVER LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE DES FORÊTS: Alexander Buck, de l'IUFRO, a présidé cet événement le vendredi. Su See Lee, de l'IUFRO, a rappelé qu'à l'occasion de son XXIIIème Congrès mondial, l'IUFRO a adopté la décision de renforcer sa contribution à l'interface science-politique, et elle a déclaré que c'était le but des Groupes d'experts internationaux sur les forêts (GEIF).

Jeremy Rayner, de l'Université de Saskatchewan et Directeur du GEIF sur le Régime international des forêts, a donné un aperçu général de l'initiative GEIF, qui implique 30 experts issus de disciplines multiples. Il a reconnu que les termes exacts « régime » et « gouvernance » sont litigieux. Il a déclaré qu'à la fois les causes de la disparition des forêts et les dispositifs de gouvernance élaborés pour y faire face, sont extrêmement complexes. Mais il a noté que c'est aussi le cas d'autres régimes, comme celui des changements climatiques. Il a suggéré qu'au lieu de tenter de réduire la fragmentation du régime, il serait peut-être mieux d'en gérer la complexité inter-institutionnelle. En outre, il a relevé le besoin de penser au-delà du paradigme forestier et d'accorder de l'attention au

contexte multi-sectoriel plus général dans lequel les décisions sur les forêts sont prises, faisant référence à cette approche sous l'appellation « forêts+ ». Il a déclaré que le rapport du GEIF sera publié lors de la FNUF9 en janvier 2011.

Constance McDermott, de l'Université d'Oxford, a présenté une sélection de conclusions du GEIF concernant les acteurs et les questions de base qui définissent la gouvernance internationale des forêts, et le cadre structuré autour de six thèmes utilisé dans l'analyse. Prenant exemple sur le thème « Étendue des forêts », elle a montré comment les acteurs impliqués et le discours sur cette question ont changé au fil du temps.

Heidi Vanhanen, de l'Institut finlandais de recherche sur les forêts, a présenté une note politique intitulée « Forêts d'Asie: travailler pour les populations et la nature », préparée par l'IUFRO-Projet spécial sur les forêts du monde, la société et l'environnement. Elle a souligné les nouvelles possibilités qui émergent en faveur des forêts d'Asie, comme les mécanismes de financement du carbone, les PSE, et les nouveaux investisseurs institutionnels, en insistant sur le fait qu'il s'agit de questions ayant trait aux forêts, et pas seulement purement forestières. Elle a déclaré que d'ici 2025, un quart de la population mondiale vivra dans une ville d'Asie, et que rien que sur ce continent, il y aura un milliard de personnes en plus appartenant à la classe moyenne, avec des répercussions sur l'utilisation des terres et des ressources. Elle a appelé à améliorer la planification de l'utilisation des terres, le régime foncier et la réforme du secteur public, et l'aménagement durable des paysages, afin de garantir que les avantages offerts par les forêts profitent aux populations.

Rayner a conclu en déclarant que le défi était de voir au-delà du secteur forestier et d'impliquer une frange plus large de la société et le secteur public pour de meilleurs résultats.

Répondant aux questions, Rayner a affirmé que le panel d'experts avait débattu de l'utilisation des concepts « foresterie+ » versus « forêts+ », et s'agissant de ce dernier, avait décidé d'insister sur le besoin de s'éloigner de la « boîte foresterie », qui a montré ses limites pour répondre aux préoccupations urgentes actuelles. Il a déclaré que la complexité devrait être gérée à une échelle appropriée, tout en gardant en tête le principe de subsidiarité. Un participant a évoqué le besoin de renforcer les institutions forestières en tant que moyen principal pour prendre en charge la question de la coopération intersectorielle.

PRÉSENTATION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU FORUM DE L'UNIVERSITÉ DE TUSCIA:

Le vendredi, en séance plénière du COFO, Gerard Buttoud, de l'Université de Tuscia, a présenté les résultats d'un séminaire de trois jours, organisé dans le cadre de la Semaine mondiale des forêts, et consacré aux mécanismes économiques émergents et leurs implications sur les politiques forestières et le secteur de la gouvernance. Il a déclaré qu'il existait un grand nombre d'histoires à succès concernant des mécanismes économiques pour l'innovation et la certification, mais que des difficultés apparaissaient lorsque ces mécanismes modifient foncièrement le cadre de la gouvernance forestière et requièrent l'adaptation des politiques nationales. Il a recommandé un dialogue continu entre les scientifiques et les responsables politiques, suggérant qu'une analyse scientifique rigoureuse est

plus utile que les résultats de travaux de consultation, dans la mesure où le sens critique des scientifiques, bien que parfois plus pessimiste, est plus utile pour élaborer les politiques.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Le vendredi, Xiao Wangxin, Chine, Directeur du Comité de rédaction, a présenté le rapport provisoire (COFO 2010/REP/Draft) pour adoption. Les délégués ont passé le rapport en revue, point par point. Concernant les possibilités nouvelles et les défis émergents de la finance et de la gouvernance forestières, le Nicaragua a réclamé que soit ajouté de demander à la FAO d'appuyer les pays dans la recherche de formes de financement innovantes pour le développement actuellement envisagées par le système des Nations Unies. Concernant les priorités du programme de la FAO dans le domaine des forêts, le Canada a appelé à collaborer avec le PCF sur l'amélioration de l'efficacité des sources de financement existantes, et à travailler sur l'optimisation des avantages pour la GDF des possibilités de financement émergentes comme la REDD. Concernant la communication sur le rôle des forêts en matière de développement durable, le Canada a également ajouté qu'il faudrait accorder davantage d'attention à l'approfondissement de l'idée et à la définition du profil d'une journée internationale des forêts. Les délégués ont adopté le rapport avec ces amendements.

Rojas-Briales a remercié les délégués pour leurs contributions qui ont permis une « vision à 360 degrés des forêts », et le Directeur du COFO Lönnblad a clos la réunion à 16h 32.

RAPPORT DE LA COFO 2010: Le rapport de la COFO 2010, tel qu'adopté pendant la plénière de clôture, contient les éléments suivants:

- Concernant la voie à suivre pour la FRA, le Comité a recommandé que la prochaine FRA soit préparée pour 2015, et qu'elle donne la priorité à l'amélioration de l'information sur les taux de déforestation et de dégradation des forêts, les stocks de carbone forestier, les arbres hors forêt, et le rôle des forêts dans la protection des sols et des ressources en eau et dans la fourniture de moyens d'existence. Le Comité a demandé à la FAO de préparer une stratégie à long terme concernant la FRA, de rationaliser la production des rapports sur les forêts, d'étudier la faisabilité d'une actualisation plus fréquente des variables clés, et de coordonner les efforts internationaux et renforcer les capacités nationales d'utilisation de la télédétection pour surveiller les forêts.
- Concernant la biodiversité des forêts dans le contexte du changement climatique, le Comité a demandé à la FAO de renforcer les capacités des pays, de poursuivre ses efforts pour préparer un rapport sur l'état des ressources génétiques forestières mondiales, et de renforcer sa capacité à partager les informations sur la conservation de la biodiversité.
- Concernant les forêts et l'eau dans le contexte du changement climatique, le Comité a recommandé que les pays intensifient leurs travaux dans ce domaine et accordent davantage d'attention aux questions socio-économiques relatives aux forêts et à l'eau et aux mécanismes de financement comme le PSE, et il a recommandé que la FAO continue d'examiner les questions connexes critiques et de faciliter les échanges d'informations.
- Concernant le renforcement de l'appui financier en faveur de la GDF, le Comité a demandé à la FAO d'appuyer les efforts nationaux dans ce domaine, et il a recommandé que les pays profitent des expériences existantes et des leçons tirées pour diversifier leur base économique de financement de la GDF.
- Concernant la gouvernance des forêts, le Comité a recommandé que la FAO soutienne les pays dans la réalisation de leurs objectifs de renforcement du respect des lois forestières nationales et de la gouvernance dans ce domaine, et qu'elle tienne compte des initiatives régionales existantes dans ses travaux visant à proposer un cadre analytique pour l'évaluation et le suivi des indicateurs socio-économiques et institutionnels.
- Concernant REDD-plus, le Comité a demandé à la FAO d'aider les pays à mettre en valeur et à utiliser les contributions que les forêts et les arbres hors forêt peuvent apporter dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, en se focalisant sur les avantages comparatifs de la FAO dans les domaines tels que l'intégration des forêts dans les stratégies nationales sur le changement climatique, le renforcement de l'échange d'information et de la coopération, l'appui aux activités de surveillance, l'application des meilleures pratiques de gestion forestière, et le dépassement des contraintes liées à l'extension des puits de carbone et aux causes profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts.
- Concernant les décisions et les recommandations des organes de la FAO intéressant le Comité, celui-ci a demandé à la Commission des forêts et des pâturages pour le Proche-Orient de passer en revue les activités des organes concernés engagés dans des activités relatives aux forêts et aux pâturages dans la région, il a approuvé les modifications de son règlement intérieur sur les responsables, les sessions, ainsi que les rapports et les bulletins, il a demandé au Secrétariat de préparer un programme de travail pluriannuel provisoire pour la période 2012-2015, et il a recommandé que la FAO soutienne les Panels d'experts sur les ressources génétiques forestières.
- Concernant les priorités du programme de la FAO dans le domaine des forêts, le Comité a recommandé à la FAO d'identifier plus clairement les domaines prioritaires dans la documentation future, en tenant compte de ses forces, et il a recommandé à la FAO de donner la priorité à, entre autres: améliorer le programme FRA, y compris en aidant les pays à fournir des estimations solides des paramètres clés; renforcer les liens avec les comités forestiers régionaux, en encourageant la collaboration entre les membres du PCF, et en travaillant avec les partenaires du PCF pour améliorer la disponibilité et l'efficacité des financements existants pour les forêts; accentuer l'intégration intersectorielle, et soutenir la foresterie communautaire de même que les approches innovantes de gouvernance forestière; dans le domaine de la GDF, élargir la compréhension et les outils, en mettant en valeur les fonctions multiples des forêts; et concernant la valeur sociale et les avantages pour les moyens d'existence procurés par les forêts, aider à développer les capacités communautaires d'accès aux marchés.

- Concernant la communication sur le rôle des forêts en matière de développement durable, le Comité a recommandé aux pays de prendre des mesures pour mieux intégrer les forêts dans les stratégies de développement. En outre, le Comité a recommandé à la FAO d'accentuer ses efforts pour promouvoir la GDF, notamment: en clarifiant le rôle des forêts dans le développement durable et dans la réalisation des OMD; en développant des outils pour mettre en valeur la gamme complète des biens et des services procurés par les forêts; et en tirant parti des possibilités offertes par l'Année internationale des forêts 2011.
- Concernant la préparation du CFM XIV, le Comité a fait l'éloge des Gouvernements indien et sud-africain pour leur intérêt à accueillir le CFM XIV et pour la grande qualité de leurs candidatures, et il a recommandé que le Conseil examine leurs soumissions pour décision, notant que plusieurs délégations ont reconnu qu'aucun CFM n'avait encore eu lieu sur le continent africain, et qu'ils avaient reconnu par ailleurs l'impact positif que pourrait avoir le premier congrès sur ce continent.

BRÈVE ANALYSE DE LA COFO 2010

« Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé. Il faut apprendre à voir le monde avec de nouveaux yeux »-

- Albert Einstein

La 20ème session du Comité des forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (COFO 2010) a eu lieu à un moment où les forêts du monde reçoivent plus d'attention que jamais. Nombreux sont ceux qui diront que cette attention arrive bien trop tard, compte tenu du fait que 13 millions d'hectares de forêts – à peu près la taille de la Grèce – disparaissent chaque année. Plus important encore, les problèmes des forêts sont portés à l'attention d'audiences non traditionnelles, en dehors du secteur forestier, et reçoivent l'attention des médias grand public, tel qu'illustré par une édition de *The Economist* consacrée aux forêts, publiée juste avant la COFO 2010. Une grande partie de cette attention peut être attribuée à la reconnaissance accrue de la contribution de la déforestation et de la dégradation des forêts aux émissions de carbone. À moins de trois mois de l'Année internationale des forêts, la COFO 2010 était une bonne opportunité de se pencher sur la situation des forêts dans le monde et sur les efforts déployés au niveau international pour lutter contre les causes sous-jacentes à la disparition des forêts.

Cette analyse examinera les nouvelles informations mises en lumière pendant la COFO 2010, et ce que la réunion a dévoilé sur le rôle de la FAO dans la résolution des problèmes qui rongent les forêts du monde, y compris son aptitude à s'engager auprès d'acteurs en dehors du secteur forestier, afin de développer une nouvelle approche d'un vieux problème.

FRA 2010: QUAND UNE FORÊT N'EST-ELLE PAS UNE FORÊT ?

L'événement le plus attendu de la semaine était la publication de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010 (FRA), une analyse exhaustive de la situation des forêts du monde réalisée tous les cinq ans par la FAO. Elle contient une abondance de données qui couvrent une série de questions et

valeurs associées aux forêts, y compris sur les fonctions socio-économiques, la biomasse et les stocks de carbone, la santé des forêts et le statut des cadres législatifs et politiques. Cependant, la statistique utilisée le plus souvent est le taux de déforestation cité plus haut, et qui s'appuie sur la définition que la FAO donne de « la forêt »: « terre occupant une superficie de plus de 0,5 hectare avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à 5 mètres et un couvert arboré de plus de 10%, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils critiques... »

La simplicité de cette définition est destinée à fournir un système métrique facilement utilisable, qui permette une application et une comparaison universelles. Cependant, bon nombre de pays et de groupes concernés rencontrent des problèmes avec la définition, dans la mesure où elle ne fait pas la différence entre: les différents écosystèmes forestiers; les forêts intactes et dégradées; ou entre les forêts naturelles et les plantations. En outre, tel que l'a soulevé l'Éthiopie pendant la réunion, les écosystèmes dotés d'un couvert forestier naturellement éparse ne sont pas répertoriés comme des forêts, même quand ils sont en bien meilleure condition, et ont plus de chance de persister qu'une forêt tropicale lourdement exploitée, mais qui respecte néanmoins la règle des 10%.

En raison de ce problème de définition, beaucoup d'audiences extérieures sont davantage préoccupées par le recul des « forêts primaires », une statistique séparée également incluse dans la FRA, et qui est estimée à un taux alarmant de 40 millions d'hectares disparus entre 2000 et 2010. Cependant, même cette définition permet de considérer une forêt exploitée comme « primaire » à nouveau, si on la laisse se régénérer au fil du temps.

Toutefois, la statistique la plus souvent citée à la session du COFO est la perte ou le gain *net* de forêt, qui autorise la compensation du recul des forêts primaires par la repousse de forêts ou la création de plantations, et qui a été présentée comme un grand succès. Bien que la présentation de la FRA ait mentionné le recul des forêts primaires à hauteur de quatre millions d'hectares par an entre 2005 et 2010, elle a rapidement signalé que les plantations avaient été étendues de près de 5 millions d'hectares pendant la même période, et cela presque entièrement en Chine. Cela est révélateur de l'approche globale de la FAO, à savoir de s'intéresser à l'étendue des forêts et mettre l'accent sur la gestion forestière. La question est de savoir si ce paradigme peut contribuer à résoudre les problèmes actuels auxquels les forêts du monde sont confrontées ?

La controverse autour du problème de définition n'est pas nouvelle, et l'absence de réaction suite à l'intervention de l'Éthiopie a montré qu'il y avait peu de volonté, au sein du COFO, d'ouvrir cette question. Bien qu'elle ait toujours été une source de discorde avec les groupes environnementaux et les peuples autochtones, l'année passée cette question a aussi reçu l'attention de la communauté académique et du climat, dans la mesure où une définition faible constitue un risque pour la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD). Ceci a été illustré par l'annonce de l'Indonésie, plus tôt cette année, qu'elle allait reclasser ses plantations de palmiers à huile en forêts, et ainsi devenir potentiellement éligible aux crédits REDD pour cette activité fortement émettrice.

REDD+

Comme c'était le cas lors de la précédente session du COFO, tous les yeux étaient tournés vers la REDD-plus et le financement potentiel qu'elle est susceptible de fournir aux forêts. Au même moment, de l'autre côté de la planète, à Tianjin en Chine, les négociateurs sur le climat se réunissaient pour discuter du même sujet, indiquant peut-être un manque de coordination entre les deux régimes. Cependant, les discussions de Tianjin ont porté sur leur propre part des problèmes, à savoir que: l'accord provisoire sur la REDD+ n'a pas avancé pendant la semaine de négociations, et le Partenariat REDD+, un groupe de 68 pays donateurs et bénéficiaires essayant d'accélérer l'application de la REDD, risque d'imploser à cause du désaccord qui prévaut sur des questions fondamentales comme la participation des parties prenantes. Le projet d'une réunion technique du Partenariat à Nagoya à la CDB CdP 10 a été suspendu, et étant donné que certains aspects clés du Partenariat demeuraient ambigus, de nombreux participants remettaient en question l'utilité d'une réunion ministérielle toujours prévue à la fin de ce mois. La route de la REDD paraissant plus rocailleuse qu'anticipé, en quoi la FAO peut-elle contribuer au débat ? Après la COFO 2010, que savons-nous de plus sur la pertinence de la FAO dans le débat REDD ?

Le refrain répété pendant la COFO 2010 était que le rôle de la FAO est de favoriser une vision des forêts à « 360 degrés » qui tienne compte de toutes les fonctions qu'elles exercent et des valeurs qu'elles fournissent, afin de garantir que le mécanisme REDD ne soit pas biaisé en faveur du carbocentrisme. Mais le consensus a été que la REDD a besoin d'avancer, et vite, en vue de faciliter l'accès au financement très attendu.

Au cours de la réunion, les délégués en étaient aussi venus à utiliser le terme « 360 » pour faire référence au besoin que la REDD et la politique forestière en général, tiennent compte des pressions qui s'exercent en dehors du secteur forestier. Cela pourrait signaler une opportunité de changer le paradigme qui se reflète dans la focalisation sur la perte ou le gain « net » de forêts, et ainsi adopter une approche plus nuancée et une définition affinée de « la forêt », et qui reflète la diversité de cet écosystème.

Comme l'a reflété une intervention de l'Afghanistan, l'utilité de la REDD+ est un fait au sein du COFO, dont les débats tournent davantage autour d'une série de problèmes qui doivent être résolus pour assurer le succès de ce mécanisme, comme le renforcement des capacités, la bonne gouvernance, et l'implication de toutes les parties prenantes. L'UE était plus prudente, exhortant chacun à ne voir dans la REDD qu'un mécanisme de financement parmi d'autres, nécessaires pour soutenir la gestion durable des forêts (GDF). Et elle a déclaré que les priorités du programme de la FAO étaient trop focalisées sur la REDD et devraient accorder plus d'attention à « l'utilisation durable des terres en général ». L'UE, les É.-U. et le Japon ont exhorté la FAO à limiter son implication dans la REDD+ là où elle a des avantages comparatifs institutionnels: ce qui reflétait à la fois que la mise en œuvre réussie de la REDD requiert un effort concerté dans lequel la FAO peut jouer un rôle particulier important, et que la FAO a des défis importants à relever dans le domaine des forêts, au-delà de leur rôle dans le changement climatique.

Cependant, la discussion la plus cruciale concernant la REDD-plus est venue de plusieurs événements de la Semaine mondiale des forêts, et a impliqué des experts issus de disciplines autres que la foresterie. Un intervenant a insisté sur le besoin de concevoir des institutions capables de modifier notre façon d'aborder ce problème, plutôt que de s'adapter et répondre au changement. Un autre intervenant a déclaré qu'il y avait des erreurs fondamentales dans la logique qui sous-tend la REDD+ et qu'il fallait les corriger avant de se précipiter dans l'application. Un autre encore a signalé que la focalisation sur la réduction des émissions plutôt que sur la déforestation en elle-même, limite d'emblée le problème à une question où l'expertise technique domine, cela à cause des compétences et de la technologie que requiert la mesure du carbone forestier, et biaise les discussions en faveur d'une approche marchande qui autorise l'achat et la vente de crédits de carbone. Plusieurs présentateurs dans le cadre de l'événement Growing Forest Partnerships ont appelé à un contrôle des forêts au niveau local et à conserver l'expression « gestion durable » loin des producteurs industriels à grande échelle, puisqu'il apparaît que cette dernière activité sera une composante importante de la REDD-plus. Cependant, peu de délégués ont participé à ces événements, et étant donné que les discussions ont eu lieu en dehors de la plénière du COFO, elles ne sont pas incluses dans le rapport du COFO.

LA VOIE À SUIVRE AU NIVEAU INTERSECTORIEL: UNE DÉFINITION DES FORÊTS À « 360 DEGRÉS »

Des interventions répétées pendant la COFO 2010 ont appelé à adopter une approche intersectorielle des forêts; cependant, il y a différentes interprétations de ce que cela signifie, et chacune propose une voie à suivre.

La première interprétation est qu'une plus grande attention doit être accordée au fait que certaines des décisions les plus importantes concernant l'utilisation des terres et qui impactent les forêts, ne viennent pas du secteur forestier, y compris en ce qui concerne l'expansion de l'agriculture et des infrastructures. Ce type d'observations n'a rien de nouveau, et elles font écho à celles qui avaient été faites lors des précédentes sessions du COFO et dans le cadre d'autres processus sur les forêts, comme le Forum des Nations Unies sur les forêts ou l'Organisation internationale des bois tropicaux. La question est de savoir comment cela est-il possible ? Comme l'a noté un participant du COFO, la FAO, en tant qu'autorité mondiale principale dans le domaine de l'agriculture, est bien positionnée pour amener les décideurs du secteur agricole à la table des discussions sur la manière dont ces secteurs interagissent, et comment limiter leur impact sur les forêts. D'autres secteurs, comme l'énergie et les mines, pourraient également être poussés à se détacher de l'approche « silo » isolée du secteur au profit d'un modèle de prise de décisions reconnu comme faisant partie d'un problème. L'année 2011 ayant été désignée Année internationale des forêts, il serait peut-être temps de convier ces acteurs du secteur non forestier aux « célébrations », et de discuter de ce que la communauté des forestiers attend d'eux.

D'autres appels portant sur le besoin de penser en termes « intersectoriels » se réfèrent à la nécessité de s'engager aux côtés du régime climatique et de communiquer le message de la vision à « 360 degrés », en poussant la REDD à reconnaître que les forêts sont plus que de simples « branches de carbone ». Dans

cette perspective, la FAO pourrait ouvrir la voie, et montrer que les forestiers reconnaissent aux forêts une valeur supérieure au simple bois qu'elles produisent, le corollaire étant que les forêts primaires et les plantations exercent des fonctions différentes et ne devraient pas être considérées comme interchangeable. En rapport avec ce point, une intervention faite par un représentant de la Convention sur la diversité biologique a relevé qu'il existe une corrélation forte dans les forêts entre des niveaux élevés de biodiversité et les stocks de carbone forestier, les deux étant plus présents dans les forêts primaires que dans les plantations.

La révision de la définition de la forêt pour refléter l'approche à « 360 degrés » pourrait marquer un pas vers la reconnaissance de l'impact des autres secteurs. Par exemple, dans la définition actuelle, les forêts tropicales peuvent être sujettes à une expansion des routes sans qu'une réduction de l'étendue de la forêt ne soit enregistrée dans la FRA, même si les routes sont souvent le précurseur d'une éventuelle déforestation ou expansion de l'agriculture. De la même façon, l'autre interprétation de l'approche à « 360 degrés », qui tient compte des multiples valeurs offertes par les forêts, pourrait inspirer une définition plus nuancée.

Une autre interprétation de la pensée « intersectorielle » n'a pas été donnée pendant la plénière du COFO, mais dans le cadre d'un événement de la Semaine mondiale des forêts. Bien que tous les pays s'entendaient sur le fait qu'une part importante du problème réside en dehors du secteur forestier, un membre du Panel d'experts internationaux sur les forêts a été le seul à suggérer qu'une partie de la solution à la crise que traversent actuellement les forêts pourrait également provenir de l'expertise qui se trouve à l'extérieur du secteur forestier: le problème pourrait nécessiter un objectif plus large que celui que les forestiers peuvent fournir. De la même manière que les forestiers ont des réserves quant à confier les forêts au régime climatique, d'autres, comme les biologistes et les défenseurs des droits humains, ont leurs propres réserves quant à confier totalement les forêts au secteur forestier.

Comme l'a noté à plusieurs reprises le Sous-directeur général de la FAO, Eduardo Rojas-Briales, les décisions sur les forêts doivent être abordées dans le contexte des choix de société plus larges concernant l'utilisation des terres dans son ensemble. Cela pourrait ouvrir la voie pour changer notre « façon de réfléchir » et apprendre à voir le monde avec de nouveaux yeux.

RÉUNIONS À VENIR

Forum de politique générale et discussions sur les marchés organisé par le Comité du bois de la CEE: Le forum couvrira les questions suivantes: la dendroénergie; les marchés de carbone et les marchés de produits forestiers certifiés, et le rôle des produits ligneux dans l'atténuation du changement climatique. **dates:** du 11 au 14 octobre 2010 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Section sur les forêts et le bois d'œuvre de la CEE **téléphone:** +41-22-917-1286 **fax:** +41-22-917-0041 **email:** info.timber@unece.org **www:** <http://timber.unece.org/index.php?id=302>

CDB CdP 10: La dixième réunion de la Conférence des Parties (CdP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) a pour objet d'évaluer la réalisation de l'objectif 2010

de réduction significative du taux d'érosion de la biodiversité, d'adopter un régime international d'accès et de partage des bénéfices et de célébrer l'Année internationale de la biodiversité 2010. **dates:** du 18 au 29 octobre 2010 **lieu:** Nagoya (Aichi), Japon **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **fax:** +1-514-288-6588 **email:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/cop10>

30ème Réunion du Groupe de travail boisement et reboisement relevant du MDP: Le groupe de travail boisement et reboisement (BR) pour les activités des projets du Mécanisme de développement propre (MDP) a été mis en place pour préparer les recommandations relatives aux propositions soumises en faveur de nouvelles méthodologies de suivi des activités des projets de BR sous l'égide du MDP. Le groupe de travail devra coopérer avec le Groupe de méthodologie du MDP. **dates:** du 18 au 20 octobre 2010 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://cdm.unfccc.int/Panels/ar>

Cinquième réunion du Conseil d'orientation du programme REED des Nations Unies: La cinquième réunion du Conseil d'orientation du programme REDD des Nations Unies sera suivie, le 6 novembre, d'une réunion conjointe avec les organes de gouvernance du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) et du Programme d'investissement pour la forêt (FIP). **dates:** les 4 et 5 novembre 2010 **lieu:** Washington, DC, É.-U. **téléphone:** +41-22-917-8410 **email:** cheryl.rosebush@un-redd.org **www:** <http://www.un-redd.org/PolicyBoard/5thPolicyBoard/tabid/1002/Default.aspx>

Accroître la légalité du commerce international de bois d'oeuvre: créer des environnements favorables et des opportunités pour le secteur privé et d'autres parties prenantes: Cette initiative parrainée par les pays en appui au Forum des Nations Unies sur les forêts est organisée par le Viet Nam, la Finlande, les Pays-Bas, et les États-Unis. **dates:** du 15 au 19 novembre 2010 **lieu:** Hanoi, Viet Nam **contact:** Tran Kim Long **téléphone:** +844-38436812 **fax:** +844-37330752 **email:** longtk.htqt@mard.gov.vn **www:** <http://www.un.org/esa/forests/gov-unff.html>

Seizième réunion de la Conférence des Parties à la CCNUCC et sixième session de la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto: Les 33èmes réunions du SBI et de l'OSCST auront lieu simultanément. **dates:** du 29 novembre au 10 décembre 2010 **lieu:** Cancún, Mexique **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

Journée de l'agriculture et du développement rural 2010: Cet événement se tiendra en marge de la CCNUCC CdP 16, et sera accueilli par le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR), la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, le « Programme pour relever les défis » du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFA), et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural, des pêches et de l'alimentation du Mexique. **date:** 4 décembre 2010 **lieu:** Cancún, Mexique **contact:** Secrétariat de l'ARDD **email:** info@agricultureday.org **www:** <http://www.agricultureday.org>

Journée internationale des forêts 4: Cet événement, accueilli par le Centre international de recherche sur les forêts, se tiendra en marge de la CCNUCC CdP 16. **date:** 5 décembre 2010 **lieu:** Cancún, Mexique **contact:** Secrétariat du CIFOR **e-mail:** cifor-fcc@cgiar.org **www:** <http://www.forestsclimatechange.org/ForestDay-4.html>

46ème Réunion du Conseil international des bois tropicaux: Cette réunion aura lieu conjointement avec les sessions associées des quatre comités de l'OIBT. **dates:** du 13 au 18 décembre 2010 **lieu:** Yokohama, Japon **contact:** Secrétariat de l'OIBT **téléphone:** +81-45-223-1110 **fax:** +81-45-223-1111 **email:** itto@itto.int **www:** <http://www.itto.or.jp>

Neuvième session du Forum des Nations Unies sur les forêts: Le thème du FNUF 9 est « Les forêts au service des populations, des moyens de subsistance et de l'éradication de la pauvreté » et le Forum a pour objet de compléter les discussions sur les approches pour mettre en œuvre la GDF. **dates:** du 24 janvier au 4 février 2011 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **fax:** +1-917-367-3186 **email:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/>

Symposium international sur les approches d'aménagement durable à l'échelle de l'écosystème et du paysage: Cet événement, organisé par le Gouvernement régional de Castille et León, en Espagne, le Secrétariat du Réseau international des forêts modèles, la FAO et le Secrétariat

de la CDB, a pour objet de faire avancer la compréhension et l'application des approches de gestion et d'utilisation durables des terres à l'échelle de l'écosystème et du paysage. **dates:** du 22 au 26 mars 2011 **lieu:** Burgos, Espagne **téléphone:** +34-983-304-181 **fax:** +34-983-308-671 **email:** info@globalforum2011.net **www:** <http://www.globalforum2011.net/>

Sixième Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe: La réunion des ministres responsables de la protection des forêts en Europe discutera de l'élaboration d'un cadre de politique renforcé en faveur de la gestion durable des forêts en Europe. **dates:** du 14 au 16 juin 2011 **lieu:** Oslo, Norvège **téléphone:** +47-64-94-8930 **fax:** +47-64-94-8939 **email:** liaison.unit.oslo@foresteurope.org **www:** http://www.foresteurope.org/eng/Commitments/Documents/Meetings_2011/FOREST+EUROPE+Ministerial+Conference.9UFRrY5M.ips

Deuxième Semaine des forêts pour l'Asie-Pacifique: Cet événement aura lieu conjointement avec la 24ème session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique. **dates:** du 7 au 11 novembre 2011 **lieu:** Chine **contact:** FAO **téléphone:** +66-2-697-4000 **fax:** +66-2-697-4445 **email:** FAO-RAP@fao.org **www:** <http://www.fao.org/world/regional/rap>

COFO 21: La 21ème session du Comité sur les forêts de la FAO aura lieu en octobre 2012. **dates:** à déterminer en octobre 2012 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Secrétariat du COFO **téléphone:** + 39-06-5705-3925 **fax:** +39-06-5705-3152 **email:** cofo@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/en/>

GLOSSAIRE

AIF	Année internationale des forêts 2011	GFP	Growing Forest Partnerships
APD	Aide publique au développement	IMFN	Réseau international de forêts modèles
ARDD	Journée de l'agriculture et du développement rural	INJC	Instrument non juridiquement contraignant sur tous les types de forêts
BR	Boisement et reboisement	IUFRO	Union internationale des instituts de recherches forestières
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	MDP	Mécanisme de développement propre
CDB	Convention sur la diversité biologique	MM	Mécanisme mondial
CdP	Conférence des Parties	OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
CEE	Commission économique pour l'Europe	OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
CFM	Congrès forestier mondial	ONG	Organisation non gouvernementale
CGIAR	Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale	OSCST	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	PCF	Partenariat de collaboration sur les forêts
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	PFN	Programme forestier national
COFO	Comité des Forêts de la FAO	PFNL	Produits forestiers non ligneux
É.-U.	États-Unis d'Amérique	PSE	Paiement pour services écosystémiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	REDD	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	REDD-plus	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi que le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts, et du renforcement des stocks de carbone forestier
FPCF	Fonds de partenariat pour le carbone forestier	SMF	Semaine mondiale des forêts
FIP	Programme d'investissement pour la forêt	UE	Union européenne
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
FRA	Évaluation des ressources forestières		
GDF	Gestion durable des forêts		
GEIF	Groupe d'experts internationaux sur les forêts		